



VILLE DE
HOUILLES

ARRÊTÉ DU MAIRE DE STATIONNEMENT RUE GABRIEL PERI

—
République Française
Département des Yvelines

—
Direction Aménagement et Environnement
Arrêté temporaire n° 24/156 AV

Le Maire de la Ville de Houilles, Conseiller départemental des Yvelines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R417-11 et R 417-12,

Vu le Code Pénal et notamment son article R. 610-5,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, modifiés,

Vu l'arrêté réglementant la circulation des véhicules dans la ville, du 20 décembre 1977,

Vu l'arrêté réglementant la coordination et la sécurité des travaux (Voirie - Réseaux - Divers), sur les voies ouvertes à la circulation publique, du 4 janvier 1993,

Vu le Règlement de voirie de la ville de Houilles, publié le 22 mars 2012,

Considérant la demande en date du 11/04/2024, de la société HARMONIE RAVALEMENT, 10 avenue de l'Entreprise, 95800 CERGY, pour **neutraliser ponctuellement le stationnement, afin de permettre la manœuvre du camion pour la livraison de matériels rue de Salis.**

Considérant la nécessité de réglementer temporairement le stationnement, pour assurer tant la sécurité sur le chantier que celle des usagers, rue Gabriel Péri.

Sur la proposition du Directeur des Services Techniques,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Du 29 avril 2024 au 07 juin 2024, la société HARMONIE RAVALEMENT est autorisée à **neutraliser ponctuellement** deux places de stationnement matérialisées payantes au sol au droit du n°56 et du n°58 rue Gabriel Péri, afin de permettre la manœuvre d'un camion pour la livraison d'échafaudage, dans la voie suivante : Rue Gabriel Péri angle rue de Salis

Le camion de livraison accèdera au chantier par la rue Gabriel Péri, depuis le boulevard Henri Barbusse. Celui-ci repartira par la rue Gabriel Péri, l'Avenue de la République puis le boulevard Jean Jaurès.

Un homme trafic aura la charge d'assurer la régulation de la circulation dans la rue Gabriel Péri, pendant la manœuvre du camion de livraison rue Gabriel Péri angle rue Salis.

L'homme trafic aura également la charge d'assurer la sécurité et la régulation des piétons s'il y a lieu, pendant la manœuvre du camion.

Le présent arrêté sera affiché de façon permanente, au droit de chaque place, sur des supports verticaux associés à des panneaux d'interdiction de stationner avec les dates de neutralisation. Les livraisons devront avoir lieu de 9h à 16h, les lundis, mardis, jeudis et vendredis et interdites les mercredis et samedis (jours de marché).

Les places de stationnement neutralisées seront rendues en fin de journée.

Article 2 : Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant selon l'article R-417-10 du Code de la Route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière conformément aux textes et lois en vigueur, **au droit des n°56 et n°58 rue Gabriel Péri citée Article 1.**

Article 3 : L'entreprise exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Article 4 : L'accès aux immeubles riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront toujours être assurées. En cas d'accident survenant pendant la durée du chantier, la responsabilité de l'entreprise restera toujours engagée dans le cas de sa propre défaillance dans l'observation des prescriptions ci-dessus édictées. De même, l'entreprise supportera la réparation de toutes dégradations aux propriétés publiques ou privées survenues de son fait sur toute l'étendue du chantier.

Article 5 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate du chantier.

Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article 7 : Le présent arrêté devra être affiché par l'entreprise 48 heures avant la date de début des travaux au droit et au vis à vis des interventions. L'entreprise exécutant les travaux a pour obligation d'informer la police municipale de Houilles afin que celle-ci procède au constat de la conformité de l'affichage de l'arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, ou à compter de la réponse explicite ou un implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Article 9 : Mme la Directrice générale des services, M. le Directeur des Services Techniques, M. le Chef de service de la Police Municipale et M. le Commissaire de Police de la circonscription de Sartrouville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Houilles, le 11 avril 2024

Le Maire,
Conseiller départemental des Yvelines,

Julien CHAMBON